

27/06/2014



Au moment des adieux aux armes (cérémonie au quartier Kléber à Lille ce vendredi 27 juin) et au commandement des forces terrestres, le général Bertrand Clément-Bollée n'a pas besoin d'en rajouter (*photo Patrick James, La Voix du Nord*). Trente-neuf ans de carrière, les quatre dernières à Lille, forgent un certain état d'esprit. « *Les seuls qui sont indispensables à la Défense sont à Notre-Dame-de-Lorette* », précise-t-il dans un sourire surmonté de sa célèbre moustache.

Avec une unité de ton avec le CEMA, le général Pierre de Villiers ([lire ici l'interview](#)), mais une touche très personnelle, il commente longuement l'horizon budgétaire, les restructurations, les réformes et de comprendre les inquiétudes. Comme toujours avec le général Bertrand Clément-Bollée, l'entretien est dense mais vaut le déplacement...

Que regard portez-vous sur l'armée de terre au moment de quitter ?

« Au titre des satisfactions, incontestablement, la maturité professionnelle de l'armée de terre. Ça a toujours été mon credo mais ça l'est encore plus depuis Serval et Sangaris. Il n'y a plus les seigneurs de la guerre et les valets d'armes comme il y avait autrefois la FAR (*force d'action rapide*) et le reste du monde. C'est fini. On a ainsi les conditions pour réussir la future transformation parce qu'on sait ce que nous a coûté une armée à deux vitesses et parce qu'on sait ce que nous apporte cette armée homogène sur le plan capacitaire. »

Il y a de sérieuses inquiétudes budgétaires...

« La préoccupation du moment, c'est la soutenabilité du modèle. Le défi est important. Une mission est donnée dans un cadre d'effort financier de tout le pays, on y participe. Mais on ne doit pas dériver car ce qui a été décidé au niveau financier, c'est le service minimum. Ce n'est pas pour rien que l'on est monté au créneau quand on a envisagé d'y tailler. Certains ont pris ça pour une fronde mais ce n'en est pas une. Il s'agit du ministre et ses chefs d'état-major, dans une position républicaine. Et puis, il y a la parole présidentielle. Quand un militaire, dit oui, c'est oui, quand il dit non, c'est non, quand il dit peut-être, ce n'est pas un militaire. On est un peu binaire. Puisque le chef a dit ça, pour nous l'affaire est claire. »

Malgré tout, il reste les incertitudes des ressources exceptionnelles...

« On sait que la construction est assez précaire, avec du potentiel. Quand on commence à taper le ferme et qu'on remet en cause le potentiel, il y a des raisons de s'inquiéter. Je reviens de Sangaris. La coquetterie de l'histoire fait que trente-trois ans après avoir été à Bangui pour débiter ma carrière, je m'y suis retrouvé pour dire au revoir. J'ai vu nos forces là-bas, le

travail extraordinaire du général Soriano et de ses hommes. Avec des moyens taillés au plus juste et des équipements... bon voilà, ils faisaient face avec une admirable intelligence de situation déclinée à tous les niveaux hiérarchiques. »

Vous n'avez pas qualifié les équipements en Centrafrique...

« Des équipements ont mon âge. Ce n'est pas pour rien si mon statut décide de me mettre dehors. Il y a un moment où il faut renouveler. Il faudrait une loi statutaire de renouvellement des équipements. Le VAB rend service mais il est largement plus vieux que le COMFT. Il y a des VBCI en France, utilisons nos matériels modernes, il faut tourner la page du VAB. Le VBCI a bien servi en Afghanistan, au Mali, c'est sûr qu'au milieu de la Centrafrique, pendant la saison des pluies, il n'est pas adapté. Mais à Bangui, au milieu des populations, on peut gesticuler en exposant ou pas. Il faut savoir en jouer, renverser l'asymétrie. »

Le renouvellement des équipements reste au cœur des préoccupations...

« En 2008, on annonçait le troisième renouvellement des forces terrestres depuis 1945, après le plan Marshall, puis les arrivées des AMX10P, puis RC, les AMX30 dans les années 60-70. Quarante ans après, il faut le renouvellement de cette génération-là. Pour des raisons budgétaires, on a différé dans le temps des décisions et maintenant, on en est à l'acharnement thérapeutique sur un certain nombre de matériels comme le VAB. Pour les hélicoptères, on est en sortie de crise avec le Tigre et le NH90. Pour le matériel terrestre, la sortie de crise, c'est Scorpion. Ce n'est plus une nécessité, c'est vital pour l'armée de terre, au sens clair du terme. »

L'armée de terre est une armée d'emploi, suit-elle le rythme ?

« Ce n'est pas seulement une armée d'emploi pour les OPEX. Ce serait faire une erreur. Elle est d'abord faite pour protéger nos citoyens et le territoire national. Vous en avez 6 300 en OPEX, à peu près autant dans les DOM-COM, un certain nombre dans Vigipirate, un peu plus de 5 000 en alertes Guépard, d'autres dans Héphaïstos pour les feux de forêt, en Guyane pour Harpie et le centre spatial de Kourou, quand vous additionnez tous les gens qui sont en posture opérationnelle, en alerte ou engagés, vous arrivez à 21 900. Rapporté à un taux annuel, ça fait 18 000 en OPEX. L'armée de terre est employée à 114 % sur l'année. Elle n'a jamais été autant employée. »

Est-ce supportable ?

« Je ne dirais pas suremployée même si j'ai quelques petits créneaux d'alerte, un pic dans un brigade ou une autre. Ce fut particulièrement vrai fin mai début juin avec le D-Day, l'exercice Rochambeau, l'alerte NRF. Si l'on regarde la situation opérationnelle de référence (la SOR) dans le Livre blanc, 6 à 7 000 hommes sur trois théâtres, dont un majeur, on est un peu au-dessus, pas en terme de volume d'effectifs déployés mais en nombre de théâtres. Déployer 20 000 hommes sur un théâtre, à la louche, ça ne me coûte pas plus cher en PC. Mais six ou sept théâtres, c'est différent. L'aéromobilité reste tendue en lots de déploiements, le C2 (Command and Control) aussi. C'est pour ça qu'on va fermer le Kosovo. D'un autre côté, cet emploi est aussi la condition du moral. »

Comment situez-vous le moral des soldats français ?

« Il y a trois facettes. C'est d'abord un professionnel conforté dans son volontariat par la dynamique des OPEX. La deuxième, c'est un subordonné respectueux de sa hiérarchie et conciliant mais qui constate que son commandement de proximité a de moins en moins la possibilité de changer les choses. La troisième facette de ce personnage, c'est un administré parfois un peu frustré de ce qu'il vit au quotidien, parfois désabusé avec des « sketches » du style Louvois et qui pourrait, si on n'y prend garde, remuer dans les brancards. Ce n'est pas du tout une menace mais ce sont des petits gars de notre société d'aujourd'hui. Il ne faut pas

les prendre pour des moutons. Le besoin en visibilité pour son avenir est clairement exprimé par le Conseil supérieur de la fonction militaire terre. »

Le manque de visibilité ressort d'ailleurs très fortement...

« Ils disent « *oui ça nous fera mal de casser telle unité ou telle unité mais dites-nous laquelle* ». Je discute récemment avec quelqu'un du 3e RG de Charleville-Mézières. Il finit par me dire : « *Est-ce qu'on va continuer d'exister ?* » Je comprends parfaitement ce besoin de visibilité. Ça ne veut pas dire qu'on ne saura pas faire face aux situations douloureuses mais on a besoin de les anticiper. Je milite pour qu'on annonce la couleur le plus tôt possible avec le maximum de détails et après, on conduira la réforme. On fera le job dès lors que ça se fera dans le cadre de la LPM. »

Le plan des restructurations pour 2015 est-il prêt ?

« Pour 2015, il n'y a rien d'annoncé, ce sera fin juillet (*il se lève pour chercher des dossiers*) Ce sont mes propositions fournies au CEMAT. Comment, moi, je conduirais les choses, en tant que commandeur des forces terrestres avec 82-84 % de l'armée de terre sous ma responsabilité. J'ai essayé de conduire une réforme qui répond à ce qui nous est demandé. En essayant de faire de cette contrainte une opportunité. Pour améliorer l'existant. »

Pour améliorer quels secteurs ?

« Je vous donne un exemple concret pour la cavalerie. Je peux le dire, c'est décidé. Les différentes réformes n'ont été vécues que comme des amputations du modèle. L'unité élémentaire de cavalerie finissait par friser le seuil de 100. Or la vie dans un régiment se fait très souvent autour de l'unité élémentaire, l'escadron de garde, de service, de manœuvre... Quand vous avez un effectif trop petit, ce pion de base n'est plus viable et pour faire une mission, on va taper dans deux, trois unités et ça commence à être le bazar dans la vie courante. Dans ce cas-là, on gère les urgences, on ne traite plus les priorités. Du coup, on transforme les EEI (*escadrons d'éclairage et d'investigation*) pour faire un mix capacitaire avec l'antichars, etc. Avec la fonction infanterie qui évolue aussi pour permettre ces balances d'effectif. Du coup, on redonne à chaque unité élémentaire de cavalerie un effectif supérieur à 100. J'espère qu'ils verront que dans le régiment, on va peut-être mieux vivre. »

Les bases de défense vont évoluer également...

« Ce n'est pas directement de mon ressort mais on en vient à « un double casquettage » avec un chef, une mission globale et des moyens. Au lieu de répartir la frustration. Il y a un principe tactique qui dit « celui qui fait l'effort partout, fait l'effort nulle part ». Il faut que celui qui décide à la tête de la base de défense soit celui qui assume ses décisions. On revient vers moins d'idéologie et plus de pragmatisme. Je suis très content de voir mes commandants de brigades récupérer ce commandement base de défense. Ce principe d'autorité va faire en sorte qu'on va mieux travailler. »

On doit passer de huit à sept brigades, est-elle désignée ou est-ce l'équivalent d'une brigade ?

« Ça a toujours été l'équivalent d'une brigade. Il y aura bien un état-major de brigade qui va disparaître. Il y aura bien deux régiments d'infanterie qui vont disparaître – [il y en a déjà un, le 110](#). Il va bien y avoir un régiment de cavalerie – le 4e Dragons –, un régiment d'artillerie. Et après, un certain nombre d'autres formations. Mais là, il y a une décision politique. La pire des choses pour nous est l'indécision et le manque de courage. Les effectifs, il va bien falloir les réduire sinon, on aboutirait à un échenillage, le pire de tout. »

Comment la réorganisation des brigades va-t-elle s'opérer ?

« Des propositions ont été faites, des forces terrestres vers l'état-major terre, puis vers l'EMA et le cabinet du ministre. Maintenant, des décisions doivent être prises, ce n'est plus de notre

ressort. Tous les personnels aiment leur unité, c'est un drame pour chacun d'entre eux que d'apprendre « *c'est lui* », « *c'est moi* » ou « *c'est un autre* ». On a bien vu les réactions au 3e RPIMa, au 126e RI à Brive. Rien que le fait de les évoquer provoque des réactions. »

Pour Brive, il y a même eu une question écrite d'un député de Corrèze...

« Dans ce travail, on n'a pas dit quel est le plus mauvais régiment ? Vu le nombre restant, il n'y a plus de mauvais régiments. On est obligé de considérer des paramètres comme l'attractivité, le bassin de recrutement, l'effort financier à faire ou pas pour une garnison, les infrastructures de tir, de préparation opérationnelle autour du régiment... Quand on a adapté au VBCI un régiment d'infanterie, on a refait des garages. Si c'est pour les casser demain, c'est un peu dommage. Cette multitude de critères « prédésigne » un certain nombre de choses. Après, on en discute... »

Et il y a des critères politiques d'aménagement du territoire...

« Je reste dans mon rôle. Je ne suis pas stupide. J'ai mes critères, le CEMAT a ses critères dans son périmètre comme le recrutement, la balance des moyens sur le territoire national... Au final, il y aura la décision. Sénèque disait « *il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va* ». »

A l'heure du bilan personnel, comment jugez-vous l'institution ?

« Au bilan, on retient toujours les bonnes choses. Pour moi, c'est trente-neuf ans de satisfaction. J'ai toujours eu la chance de vivre ça dans une collectivité à forte identité, la cavalerie, la légion étrangère, le commandement, à l'état-major de l'armée de terre, au commandement des forces terrestres, avant à la direction du personnel de l'armée de terre. Ça m'a tiré vers le haut. On dit souvent que la priorité, c'est satisfaire les besoins de l'institution, puis de l'individu. Mais la prise en compte de l'humain rend assez fier.

J'ai vécu aussi trente-neuf ans de diversité de responsabilités, lieutenant, chef de corps, général, ce n'est pas rien. J'ai vécu des choses très particulières, chef de peloton isolé à Bangui, commandant d'un escadron en poste isolé à Djibouti à la 13e demi-brigade de la légion étrangère (*aujourd'hui aux Emirats arabes unis*). C'est le plus beau commandement de l'armée française pour un capitaine-commandant, à 80 km de son chef, tout seul, sur un piton au milieu de rien. Le capitaine avait ses hommes, son matériel de guerre, ses munitions, son carburant et devait faire vivre cette unité en autonomie. C'était extraordinaire au sens propre du terme. »

Quel est votre meilleur souvenir ?

« (*Hésitant*) Un légionnaire anglais, qui est aujourd'hui président des sous-officiers du 2e régiment étranger du génie, que j'ai préparé à l'examen de premier niveau de sous-officier. Il ne partait pas pour le réussir compte tenu de son niveau de français, de son tempérament. Il m'a fait confiance. On a bossé ensemble. Aujourd'hui, il est reconnu, c'est une figure, ce que j'appelle un « maréchal » de la légion. Il m'a envoyé un petit mot admirable, car je l'ai invité à mon départ et il ne pouvait venir. Ce service est exigeant, pour votre famille aussi, on donne mais on reçoit beaucoup. »

Un mot sur vos années lilloises...

« Quatre ans à Lille, deux ans de commandant en second et deux ans de commandant des forces terrestres. Pour ne rien vous cacher, quand j'ai appris à mon épouse que nous allions à Lille alors que nous habitions Paris et que j'ai vécu l'essentiel de ma carrière au sud de la Loire, je n'ai pas rencontré un enthousiasme débordant. Pour la première et seule fois de ma carrière, je me suis dit qu'il faudrait peut-être envisager de rejoindre la garnison en tant que célibataire géographique, ce que je me suis toujours refusé. Marié, cinq enfants, ce n'est pas

pour vivre tout seul. Finalement, on a décidé d'y aller. Non seulement, on ne le regrette pas mais on va y rester à Lille.

On y reste parce qu'on n'a jamais été aussi bien accueilli dans une garnison. Le nombre d'amis civils n'a jamais été aussi important. Avec mon épouse, on a été impressionné. Ajoutez à ça le Vieux-Lille, de la rue Négrier à la rue de Roubaix où j'habite, c'est une ville où on se plaît. On a choisi d'y rester pour les quelques années qui viennent.

Et peut-être y travailler. J'ai un acquis et un bagage, soit je l'exploite, soit je l'investis. Le projet de cœur, c'est investir ce capital de 39 ans, dans le tissu associatif. Il se pourrait que je rejoigne une structure qui aide à resocialiser les jeunes en déshérence scolaire au-delà de 17 ans pour les ramener dans le monde du travail. On a là une vraie responsabilité sociétale. Ça pourrait se faire du côté des [Jardins de Cocagne à la Haute-Borne](#) à Villeneuve-d'Ascq. Et ça me permettra de continuer à servir mon pays. »

Écrit par Olivier Berger dans les catégories [Armées](#), [Budget](#), [CFT](#), [LPM](#), [Terre](#) | Tags : [clément-bollée](#), [cft](#)